ECRICOME 2013, voie Technologique

QCM, mode d'emploi

Le QCM proposé comprend 20 questions chacune notée 1 point. Pour chaque question, quatre propositions sont faites, dont une qui est de la forme « aucune bonne réponse ». A chaque question, peut correspondre une, deux ou plusieurs réponses correctes. Les réponses partielles qui ne comportent pas d'erreur se voient attribuer un demi-point.

Le questionnaire est constitué de trois types de questions dans des proportions variables selon les années :

– des questions d'actualité qui peuvent prendre la forme de questions sur la connaissance des ordres de grandeur. Elles ont été moins nombreuses cette année, un exemple : « Le CICE est : un nouvel impôt ; un crédit d'impôt ; un nouvel organe de conseil du gouvernement ; aucune bonne réponse. »

– des questions sur le sens de notions et de concepts qui nécessitent une bonne maîtrise du vocabulaire économique. Exemple : « Un effet de richesse désigne : le gain inattendu d'un ménage ; l'accroissement du patrimoine financier des ménages ; la relation entre la valeur du patrimoine des ménages et leur propension à consommer ; aucune bonne réponse. »

– des questions sur les auteurs et les théories, par exemple : « Le principe du pollueur-payeur : a été préconisé par Ronald Coase ; vise à corriger par l'impôt les externalités positives de production ; est à l'origine de la majeure partie de nos impôts en France aujourd'hui ; aucune bonne réponse. »

Il ne faut surtout pas en sous-estimer la difficulté et prévoir, pour y réussir, un apprentissage régulier du cours et un entraînement spécifique.

REPONSES COMMENTEES DU QCM 2013

Questions	Réponses commentées
1 **Réponse b**	Il existe bien entendu plusieurs définitions de l'économie. Mais une définition fréquemment retenue part du principe que les ressources étant disponibles en quantité limitée, il faut faire des choix pour les employer au mieux. Le postulat de la rareté des ressources permettait d'écarter la réponse a. Les économistes utilisent la notion de coût d'opportunité pour décrire les conséquences d'un choix. Le choix est le résultat d'un calcul coût-avantage qui écarte a priori toute dimension éthique.
2 **Réponse c**	L'Insee mesure l'investissement productif par l'agrégat de la formation brute de capital fixe (FBCF). La R & D entre dans la catégorie des consommations intermédiaires des entreprises et ne fait donc pas partie de la FBCF.
3 **Réponse b**	La récession de 2009 s'explique par un repli prononcé de l'effort d'investissement productif des entreprises (– 10 % environ par rapport à 2008). Les autres réponses étaient fausses : les dépenses publiques ont augmenté sous l'effet des stabilisateurs automatiques et de la politique de relance ; les dépenses de consommation ont continué à augmenter, bien que de façon ralentie ; enfin, le taux de change de l'euro s'est au contraire apprécié par rapport au dollar.
4 **Réponse b**	La courbe de Phillips établit une relation inverse entre l'inflation et le chômage. Lorsque le chômage baisse, l'inflation repart, et inversement. Cette relation empirique a été la base des politiques de régulation du cycle économique dans les années 1960 et 1970.
5 **Réponse a**	La théorie de l'effet d'éviction consiste à analyser les conséquences d'une progression de la dépense publique financée par l'emprunt. D'une part, la hausse des emprunts d'Etat sur le marché des fonds prêtables a tendance à

	évincer les emprunteurs privés (éviction par les quantités) et, d'autre part, à faire monter le niveau des taux d'intérêt (éviction par les prix). En d'autres termes, cette analyse cherche à démontrer que la hausse de l'investissement public financé par l'emprunt réduit l'investissement privé. Cette théorie est très contestée.
6 **Réponses a et c**	La théorie quantitative de la monnaie est très ancienne. Elle a été formalisée par Irving Fisher sous la forme d'une égalité, MV = PT, avec : M, la quantité de monnaie en circulation ; V, la vitesse de circulation de la monnaie ; P, l'indice général des prix ; T, le volume des transactions. Avec V et T donnés, on en déduit que toute hausse de la quantité de monnaie crée une augmentation des prix et inversement. Cela signifie que la création de monnaie ne peut avoir d'autres effets sur l'économie que de générer de l'inflation. La monnaie est donc neutre par rapport à l'économie réelle *(réponse a).* Dit autrement, cela renvoie à la séparation entre les sphères réelle et monétaire de l'économie *(réponse c).*
7 **Réponse c**	La notion de développement durable a été rendue populaire par le rapport Brundtland de 1987, « Notre avenir à tous ». C'est à partir de cette date que la notion s'est propagée, c'est-à-dire à partir des années 1990.
8 **Réponses c et d**	La bourse des valeurs est un compartiment du marché financier sur lequel sont émises et échangées les actions des sociétés cotées. Les actions sont négociées librement et permettent la réalisation d'acquisitions *(réponse c)* et de transformer en liquidité les titres *(réponse d).*
9 **Réponses b et c**	La politique monétaire utilise deux instruments principaux, les taux directeurs et le niveau des réserves obligatoires imposés aux banques, mais rémunérés.
10 **Réponses b et d**	La Chine est la deuxième puissance économique mondiale, encore assez loin derrière les Etats-Unis. En revanche, ce pays est devenu le premier pollueur émetteur de gaz à effet de serre. Malgré son adhésion à l'OMC, qui lui a ouvert l'accès aux marchés internationaux, l'industrie chinoise bénéficie d'aides diverses qui accroissent sa compétitivité.
11 **Réponses c et d**	Un marché est en situation de concurrence monopolistique lorsque les entreprises sur ce marché fondent leur compétitivité sur leur pouvoir de différenciation. Il ne s'agit donc plus d'offrir un produit homogène, mais un produit innovant. Parmi les diverses situations de concurrence imparfaite (monopole, oligopole, oligopsone, etc.), c'est la forme la plus fréquente.
12 **Réponse b**	La redistribution horizontale des revenus se distingue de la redistribution verticale. Dans le premier cas, il s'agit de redistribuer les revenus entre deux groupes de la population, par exemple entre les actifs et les retraités, entre les personnes bien portantes et les malades, entre les actifs occupés et les chômeurs. L'objectif poursuivi est donc de couvrir les individus contre des risques sociaux *(réponse b).* Seule la redistribution verticale poursuit un objectif explicite de réduction des inégalités de revenu.
13 **Réponse d**	La théorie des trappes à inactivité est fondée sur l'idée qu'un individu pourrait faire le choix rationnel de ne pas reprendre une activité professionnelle en raison des coûts supplémentaires et de la perte de certaines aides sociales. Travailler ne serait pas assez rémunérateur compte tenu du faible écart entre la rémunération du travail et le montant des aides sociales. Les pratiques n'avalisent toutefois pas un tel choix purement économique des individus.
14	La protection sociale est financée dans l'ordre décroissant par les cotisations

Réponse b	sociales, les impôts et taxes affectés (dont CSG et CRDS) et, enfin, les contributions publiques.
15 **Réponse b**	La notion de défaillance de marché s'applique aux biens collectifs, aux activités de production et de consommation à l'origine d'effets externes et, enfin, aux monopoles naturels. Dans toutes ces situations, le système des prix ne permet pas une bonne allocation des ressources.
16 **Réponses a et d**	Le courant mercantiliste va dominer la pensée économique du XVII^{e} siècle jusqu'au milieu du XVIII^{e}. Il prône une conception interventionniste de l'Etat et défend des idées protectionnistes. Pour lui, en effet, l'échange ne crée pas de richesse, mais fait seulement changer de main la richesse produite et accumulée (jeu à somme nulle). Ce sont les libéraux qui, dans le cadre de la théorie des avantages comparatifs, vont montrer que le libre-échange est un jeu gagnant-gagnant.
17 **Réponses a, b et c**	Les biens collectifs purs ont été formellement définis par Paul Samuelson par deux caractéristiques : la non-rivalité et la non-exclusion. Ces caractéristiques expliquent que personne n'a intérêt à révéler sa préférence pour le bien et donc à attendre que les autres le paient. Chacun se comporte donc en passager clandestin et, au final, le bien n'est pas produit.
18 **Réponse d**	Dans le cadre du théorème HOS, l'origine des avantages comparatifs des nations se trouve dans les dotations relatives en facteurs de production. Les pays se spécialisent dans la fabrication de biens intensifs en facteurs relativement abondants. Il en résulte deux effets redistributifs importants : les inégalités de rémunération dans chaque pays participant à l'échange (le facteur relativement rare est perdant) et une tendance à l'égalisation de la rémunération dans le monde.
19 **Réponse b**	Dans l'Union européenne, la politique de la concurrence relève de la compétence de la Commission dès lors que la pratique anticoncurrentielle détectée concerne le marché européen.
20 **Réponse c**	Le mécanisme européen de stabilité (MES) est un dispositif de gestion des crises financières au sein de la zone euro. Créé en 2012, il est destiné à remplacer le fonds européen de stabilité financière (FESF) ainsi que le mécanisme européen de stabilité financière (MESF), dispositifs élaborés pour réaliser le sauvetage financier des pays de la zone euro en crise de surendettement.